

L'AVENIR DES TERRITOIRES

Intervention de Martine Aubry

(La Mutualité, Paris, 27 mars 2010)

Mes chers amis, mes chers camarades, toutes mes excuses mais la voix n'est pas là, mais vous êtes là, alors vous donner l'énergie et l'enthousiasme, c'est l'essentiel.

D'abord, je voudrais qu'on applaudisse tous ensemble les présidents de Régions.

Un grand bravo aux Présidents de Régions et à leurs équipes, ils sont là ce matin, et ceux qui n'ont pas pu être avec nous. 21 régions sur 22 en métropole, plus la Martinique et la Guadeloupe gagnées de main de maître par Victorin dès le premier tour, c'est évidemment une formidable reconnaissance du travail qui est le vôtre. Alors, réellement bravo.

Et puis je voudrais dire un grand merci à tous les élus et à tous les socialistes, à tous les militants, car il y a eu lors de cette élection, nous en parlions avec les présidents de Régions mardi, il y a eu une formidable mobilisation dans notre parti. Chacun nous a dit : Nous étions fiers d'être socialistes pour porter nos candidats aux régions, leurs bilans et leurs propositions, et je crois qu'il n'y aurait pas eu une victoire aussi déterminante si cette réunion n'avait pas été là, avec une grande constance : vous avez porté nos propositions autour de nos candidats, mais pendant que la droite, elle, nous le savons, n'a su que se diviser et porter des polémiques dans notre pays.

Alors, oui, merci à vous tous, militants, élus, on a retrouvé un grand parti aux côtés de nos présidents de régions et de leurs équipes, donc merci à vous.

Et puis merci d'être là ce matin, nous avons demandé à des représentants de chaque région d'être ici. Chacun se disait : après cette belle campagne, enfin un week-end pour moi, pour ma famille, pour mes amis ! Eh bien non, nous l'avons promis aux Français. Dimanche, nous avons entendu ce qu'ils nous ont dit, nous n'avons pas le droit au repos, nous devons être là et surtout quand ces scandaleux projets de régression territoriale sont en passe d'être imposés.

Bertrand nous l'a dit dès dans son intervention, et je le remercie pour cet accueil, aussi chaleureux que grave d'ailleurs, et il a raison de l'être dans ce moment. Nous devons être au rendez-vous, et vous êtes au rendez-vous quand il s'agit de défendre ce à quoi nous tenons parce que c'est la démocratie, c'est le service rendu aux habitants, ce sont les services publics de proximité, c'est-à-dire la décentralisation et nos collectivités locales. Et permettez-moi de saluer Pierre Mauroy qui vient d'arriver, le père de la décentralisation.

Et puis merci à Laurent Fabius et à Elisabeth Guigou qui ont voulu cette rencontre aujourd'hui. Je crois qu'elle était nécessaire, car on nous dit que la droite pourrait utiliser sa mauvaise situation actuelle pour accélérer encore le passage en force de ses lois. Nous n'avions donc pas un moment à perdre..

Je l'ai dit dimanche dernier, la victoire aux régionales, c'est d'abord l'approbation d'un bilan et l'adhésion des Français aux propositions qui leur ont été faites par nos équipes. Je crois que les Français ont su voir le rôle des Régions

pendant cette crise, là où le gouvernement n'était pas à la hauteur, contrairement à ce qu'ont fait d'autres pays. Ils ont été là auprès des salariés licenciés, auprès des entreprises en difficulté, auprès des PME qui n'arrivaient pas à se financer. Et puis je crois que les Français, contrairement à ce que dit la droite, ont apprécié l'engagement exceptionnel des Régions lors du dernier mandat : une amélioration de leurs conditions, je pense aux transports, aux logements, à la santé aussi - puisqu'il faut s'occuper de la santé lorsque l'État se désengage-, au développement durable. Mais ils ont vu aussi comment les Régions préparaient l'avenir : la recherche, l'innovation, la formation, les pôles de compétitivité, les emplois de demain, je crois qu'ils ont bien compris quel était l'enjeu de cette élection régionale.

Et puis ils se sont retrouvés dans des projets clairs, ambitieux et justes, nous avons des propositions nationales qui ont été largement intégrées dans les programmes de chaque Région, propres à leur identité, à leurs problèmes et à leurs atouts propres. Je pense par exemple à la Sécurité sociale professionnelle, au pack autonomie pour les jeunes, à la lutte contre les discriminations, nous allons les mettre en place dans toutes les Régions.

Et puis bien sûr, développer les transports publics, la santé de proximité, des fonds d'investissement régionaux pour les PME, voilà quelques éléments des projets qui sont devant nous et que les Français ont appréciés.

Et puis je le disais tout à l'heure, cette campagne a été une belle campagne pour le Parti socialiste. Et les présidents de Régions faisaient remarquer mardi dernier que nous avons réussi à trouver un bon équilibre entre le national et le régional. La droite nous disait : C'est une campagne régionale, ne parlez pas du national, comme si nous ne travaillions pas tous les jours en région pour combattre les effets nocifs de sa politique ? Notamment sur l'emploi, sur le pouvoir d'achat.

Eh bien, nous disions : oui, c'est une campagne régionale, mais elle se situe dans une conjoncture nationale, et d'ailleurs le Président et la droite ne s'y sont pas trompés puisqu'ils ont vainement tenté entre les deux tours de nous parler que de sécurité et, s'il y a bien un thème qui dépend d'eux, qui dépend de l'Etat, c'est bien celui-là.

D'ailleurs quelque chose qui m'a étonnée, ils ont fait campagne entre les deux tours sur leur propre échec, on a vu ce que cela a donné, après l'identité nationale, la sécurité, la montée du Front national, alors que nous, nous avons au contraire essayé de lier politiquement, correctement, le national et le régional.

Les élus locaux au filet et en proximité des électeurs, et le Parti en fond de cours pour donner une ampleur nationale au débat, je pense que c'est ainsi qu'on a fait le jeu, le set et sans doute le match, pas pour nous, mais pour les Français. C'est comme cela qu'on travaille bien quand on travaille tous ensemble au Parti socialiste.

Je voudrais remercier François Lamy qui a coordonné l'ensemble de cette politique nationale. Applaudissons le et à travers lui toutes les équipes qui l'ont entouré à Solferino. Merci et bravo à eux car c'est aussi leur victoire.

Je l'ai dit dimanche, certains l'ont redit au Conseil national ce matin, nous accueillons cette victoire avec responsabilité ; et même avec gravité. L'heure n'est pas, ni au repos, ni à l'autosatisfaction. Oui, il y a une victoire, inutile de le nier, mais il n'y a aucune raison de faire du triomphalisme. Notre pays est en crise, beaucoup d'hommes et de femmes souffrent et ils attendent d'abord de nous des

réponses immédiates et une autre société à préparer pour demain. Donc nous devons être au rendez-vous du travail sur le terrain, mais aussi de la réflexion, de l'action et de la mobilisation dans les jours qui viennent. Et dans le fond, la grande leçon, y compris du premier tour, qui nous a été donnée par les Français, c'est qu'ils nous ont donné un encouragement à poursuivre. Je crois qu'ils ont apprécié que nous soyons enfin tournés vers eux et non pas sur nous-mêmes ou sur nos propres nombrils, qu'ils ont accepté que nous jouions collectif et pas individualiste, ils ont accepté aussi que nous soyons porteurs de propositions et pas seulement de contestations. Nous n'avons pas vocation, au Parti socialiste, d'être ceux qui hurlons le plus, nous avons en revanche la vocation et la responsabilité de proposer un projet ambitieux qui deviendra demain un acte en gagnant les diverses élections qui vont arriver devant nous.

Et puis ils ont apprécié que nous ayons été capables avec nos partenaires de gauche, de conduire un rassemblement dans la clarté, mais aussi, semble-t-il, avec une force pour l'avenir. Donc ce vote est pour nous un immense espoir. Quand on place haut les valeurs de la gauche, quand on est dans la proposition au plus près des Français, quand on agit comme c'est le cas dans les Régions, quand on est uni au niveau de notre parti et avec la gauche, les Français retrouvent le chemin du bulletin de vote socialiste.

Et je le dis très simplement, n'oublions jamais que quand nous ne sommes pas comme cela, ils nous le disent, et ils nous le disent sèchement. Cela est arrivé souvent, et notamment aux dernières élections européennes, nous savions bien que nous n'étions pas à la hauteur des attentes. Et j'en prends ma part de responsabilité comme je l'ai dit le soir même des Européennes. Nous devons absolument continuer dans la voie que nous avons engagé en traçant le chemin de ce projet et de ce travail qu'on attend au quotidien.

Je me dis, en faisant l'écho de tous les socialistes dans cette salle et ailleurs : unis, nous pouvons beaucoup, divisées, nous ne pouvons rien.

La France a besoin, et de l'unité des socialistes et de l'unité la gauche, ça aussi c'est le message du deuxième tour de l'élection la semaine dernière.

Cette fois-ci, ne les décevons pas, nous n'en avons pas le droit. Un espoir est né, il est encore fragile, un début de confiance est revenu, tout n'est pas joué, loin de là. Donc nous devons continuer et poursuivre. Et je crois dans le fond que ce message conforte notre feuille de route, celle que nous aurons à porter tout au long de cette année. Et tout d'abord bien sûr, dès demain, nos équipes régionales autour de nos présidents de région, qui ont maintenant leur exécutif, vont mettre en pratique ce qu'ils se sont engagés à faire devant les Français.

Nous avons d'ailleurs, avec les présidents de région, décidé de mieux travailler ensemble, d'échanger sur nos pratiques, de porter des actions communes, et aussi de nous inspirer des actions souvent exemplaires qu'ils mènent, pour qu'ils nous accompagnent dans la préparation de notre projet.

Cette année, justement, c'est l'année du projet. Certains disaient tout à l'heure à juste titre : il faudra le plus possible travailler avec nos partenaires de la gauche pour mettre en place ce projet, mais je crois que nous ne devons pas tarder, car ce que nous demandent ceux qui ont voté pour nous comme ceux qui se sont abstenus, et je voudrais en dire un mot maintenant, ce qu'ils nous demandent, c'est d'être capables de porter un autre projet de société.

Je voudrais dire notamment à ceux qui se sont abstenus ou à un certain nombre de ceux qui ont voté pour des votes extrêmes, que nous comprenons leur grande lassitude, que nous partageons leur désarroi, leurs inquiétudes et même leur angoisse pour l'avenir, et que tout cela, nous allons le prendre en compte dans le travail que nous allons mener dans les jours et dans les mois qui viennent.

Le devoir de la gauche, c'est effectivement de proposer ce nouveau modèle de société. Un nouveau modèle de développement qui remettra la finance avant l'économie, qui portera la justice, qui permettra d'accompagner chacun pour réussir sa vie, mais aussi de construire un vivre ensemble. Et ça, c'est bien une autre société qu'il nous faut et que nous devons véritablement construire. Aider chacun à réussir sa vie, faire naître un vivre ensemble qui soit dans le fond fidèle à l'identité de la France, c'est cela que nous devons faire aussi pendant la préparation de ce projet.

Mais nous ne devons pas oublier la rénovation de notre parti. Vous savez, on en a beaucoup parlé, mais la rénovation, la vraie, c'est celle que l'on met en acte, alors je le redis, au mois de juillet, nous mettrons en acte ce que les militants nous ont demandé dans le référendum : le non-cumul des mandats, les primaires, la diversité et la parité, les règles éthiques. La parole de l'automne doit se retrouver dans les actes en juillet. J'ai par ailleurs la conviction que seul un parti rénové et porteur d'un grand projet pourra aider au rassemblement de la gauche.

Les Français ont approuvé la gauche solidaire le 21 mars, le jour du printemps. J'y ai vu peut-être comme un signe, mais il faut arriver jusqu'à l'été, l'été qui fait qu'avec Europe écologie, avec le Front de gauche, avec les radicaux, avec le Mouvement républicain et citoyen, nous soyons en effet capable de faire fructifier ce rassemblement qu'attendent des millions d'hommes et de femmes dans notre pays.

Le travail qui nous attend, je crois qu'il est à la fois majeur et enthousiasmant. Il est encore plus enthousiasmant, et je veux le dire aux Français, parce que leurs votes des deux derniers dimanches nous ont montré que c'est ce qu'ils attendaient.

Quand nous sommes porteurs des valeurs de la gauche, quand nous sommes porteurs des vraies valeurs de la France, que ce soit fraternité, la solidarité, l'égalité, la laïcité, ils sont là, à côté de nous. Quand nous les oublions ils s'éloignent de nous. Mes amis, restons ce que nous sommes, traçons le chemin, ouvrons-nous véritablement à la gauche.

Alors oui, nous allons respecter ce que nous avons dit ou ce que nous avons fait sentir aux Français pendant cette campagne.

À l'évidence, Nicolas Sarkozy n'est pas prêt, lui, à les entendre, les Français, et à réaliser ce qu'ils ont demandé.

Nous sommes convaincus, là aussi, que ceux qui ont voté, mais aussi ceux qui se sont abstenus, ont envoyé un message clair à Nicolas Sarkozy, un désaveu de sa politique aussi inefficace sur le plan économique qu'injuste sur le plan social, ou que sur le plan de la préparation de l'avenir.

On attendait de Nicolas Sarkozy un changement de cap, et un changement d'équipe peut-être aussi, pour pouvoir le faire.

Que nous a-t-il dit dans son intervention à la sortie du Conseil des ministres mercredi ?

Première parole du président après le vote des Français : qu'il n'y aurait ni l'un ni l'autre ! Ni changement de cap, ni changement d'équipe.

Les Français avaient demandé plus de gauche, il répond : plus de droite. Les Français ont réclamé un changement de politique : il complète son équipe. Les Français lui ont parlé de crise : lui essaie de colmater la crise de l'UMP. En gros, c'est comme d'habitude : j'écoute, mais je ne tiens pas compte.

Voilà ce qu'il a dit une fois de plus aux Français mercredi dernier.

Tout d'abord, nous l'avons bien vu, ce mini remaniement ministériel avait pour seul objectif d'essayer de rassembler une droite de plus en plus divisée.

Un clin d'œil aux chiraquiens, avec François Baroin, un appel du pied aux villepinistes avec Georges Tron, un signe aux centristes avec Marc-Philippe Daubresse... Cela n'a pas l'air d'ailleurs d'avoir été très entendu, parce que dans les heures qui ont suivi, aussitôt, Dominique de Villepin et Hervé Morin ont annoncé, l'un, la création d'un mouvement, voire peut-être d'un parti, et l'autre qu'il envisagerait une candidature du Nouveau centre à l'Élysée.

On voit bien que ces petites manipulations ne sont pas très intéressantes.

Le président de la République, donc, ne change pas de gouvernement, ça c'est son problème, mais surtout, il l'a dit : « Je ne changerai pas de cap ».

Les Français attendaient qu'il mette la même énergie aujourd'hui à régler la crise économique et sociale qu'il a mis l'année dernière à sauver les banques. Il n'en a rien été. De manière absolument stupéfiante, le président de la République n'a pas dit un mot des problèmes des Français, pas un mot de la crise, pas un mot du chômage, pas un mot du pouvoir d'achat, pas un mot pour les retraités, pas un mot pour l'avenir de nos enfants, il n'a parlé que de messages qui pouvaient, il l'espère en tout cas, réunir la droite sur une politique de droite, totalement à côté de la plaque de ce qu'avaient demandé les Français.

Rien sur la croissance, alors qu'il faudrait aujourd'hui, je ne reviens pas sur nos propositions, relancer véritablement la consommation et le pouvoir d'achat. Rien sur le chômage, alors qu'on pouvait mettre en place des emplois jeunes, et lutter contre les licenciements abusifs. Rien sur la désindustrialisation, rien sur la précarité, rien sur le pouvoir d'achat, et surtout rien sur le bouclier fiscal et sur les mesures fiscales que la droite a prises depuis 2002 et qui constituent une vraie faute économique et sociale, et pas seulement sociale, dans cette période de crise qui est la nôtre aujourd'hui.

Donc pas de social dans l'intervention du président de la République, comme si le message des Français, dans la difficulté, Bertrand Delanoë vient de le dire, n'était pas apparu au président de la République.

Alors pas de social, mais pas non plus d'écologie. J'aimerais qu'on se rappelle les discours enflammés du président de la République lors du Grenelle de l'environnement, ou lorsqu'il est parti à Copenhague, car il part toujours dans les réunions internationales pour, vous le savez, gérer le monde. En général, ça ne marche pas, mais en France, certains y croient.

Je me rappelle son soutien sans faille à la taxe carbone. Il disait même, il l'a dit avant de partir à Copenhague : « La taxe carbone, c'est une réforme aussi importante que l'abolition de la peine de mort. » Alors moi je me dis qu'il valait mieux avoir Mitterrand et Badinter en 81 que d'avoir Sarkozy et Fillon aujourd'hui.

Il avait inventé une taxe carbone, nous nous voulions une contribution énergie climat.

Il avait inventé une taxe carbone qui était, ni écologiste, ni sociale. Nous lui avons dit et d'ailleurs à la demande du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, le Conseil constitutionnel a dit exactement ce que nous avons dit : cette taxe n'est, ni écologiste, ni sociale, donc il fallait la changer. Il ne voulait pas la rendre plus écologiste, car on touchait aux grandes entreprises et il ne voulait surtout pas la rendre plus sociale pour qu'elle ne coûte pas aux catégories populaires et moyennes comme nous l'avions demandé.

Alors, il l'abandonne, un revirement de plus dans ses engagements. Et pourtant, il avait assuré, là aussi, en faisant référence au pacte de Hulot qu'il avait signé, dans lequel figurait la taxe carbone, il avait assuré il y a quelques mois : « Je l'ai signé, je le fais. » Et il avait ajouté : « C'est une question d'honnêteté, si on ne le fait pas, on n'est pas honnête. » Eh bien, Monsieur le Président, c'est vous qui le dites !

Puisqu'on parle d'honnêteté, je crois que nous avons tous été ébahis, pour ne pas dire plus, quand on a entendu le Président mercredi nous dire qu'il était le tenant d'une République irréprochable. Pour nous, une République irréprochable, peut-être parce que nous sommes profondément républicains c'est d'abord une politique, une République qui renforce l'égalité alors que lui casse l'école, l'hôpital, la politique du logement et qu'il applique de manière dramatique cette règle de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux.

Pour nous, une République irréprochable, c'est une République qui fait vivre la solidarité entre les hommes et les femmes, entre les territoires, alors qu'aujourd'hui les injustices et les inégalités s'accroissent et alors qu'il divise les Français entre eux. Pour nous, une République irréprochable, c'est celle qui défend la laïcité et qui refuse le communautarisme.

Et pour nous, une République irréprochable, c'est une République impartiale. A-t-il oublié qu'il met la justice au pas ayant encore la visée de supprimer les juges d'instruction après avoir mis le parquet au pas sur les dossiers individuels ? A-t-il oublié qu'il a aussi pour objectif d'en faire de même pour les médias en passant par les patrons des grands groupes ?

A-t-il oublié que c'est lui qui a rhabillé l'État aux couleurs de l'UMP ? Le Conseil constitutionnel, UMP, les hauts fonctionnaires, UMP, les préfets, UMP, et même, pour dépasser l'État, les grands dirigeants des entreprises publiques, UMP. Voilà la République irréprochable de Nicolas Sarkozy !

Alors, vous le savez, il n'y a pas que chez nous qu'on s'inquiète de cette vision autocratique d'un pouvoir qui n'accepte plus aucun contre-pouvoir et qui ne pense qu'à placer ou à servir les siens. Toute l'Europe en parle, lisez la presse internationale, c'est vraiment une grande inquiétude qui nous ramène d'ailleurs, j'y reviendrai dans un instant, à véritablement ce qui nous réunit aujourd'hui.

Alors, parler de République irréprochable dans ce contexte, c'est un insupportable mensonge, je le dis c'est une véritable supercherie, une de plus, que Nicolas Sarkozy n'a pas hésité à prononcer devant les Français.

Alors, sa réponse a été un grand coup de barre à droite avec toujours les mêmes qui trinquent. Nous l'avions annoncé pendant cette campagne, il en est malheureusement effectivement ainsi.

Le tour de vis que nous redoutions va arriver. On nous a annoncé 9,7 % d'augmentation du gaz au 1^{er} avril, les remboursements des médicaments vont

continuer alors que de plus en plus de Français renoncent à se faire soigner. Et puis, il faut le dire, nous pouvons craindre le pire sur les retraites.

Le Président avait dit pendant la campagne aux syndicats, lorsqu'ils les avaient reçus : « Nous prendrons le temps. » Et là il nous annonce que le texte devra être déposé en septembre, autant dire que tous les arbitrages devront être faits avant l'été.

Alors, je le dis très fortement aujourd'hui, comme les socialistes l'ont demandé depuis des mois : oui, il faut réformer les retraites, oui, il faut effectivement s'engager dans une profonde révolution pour prendre en compte à la fois l'allongement de la vie, qui pour nous est une chose magnifiquement positive, et la formation plus longue des jeunes qui rentrent plus tard sur le marché du travail. Mais, nous le disons : un débat comme celui-ci est un vrai débat de société, il doit s'adresser aux Français, il doit être large avec les organisations syndicales, il s'agit de choses majeures. Il s'agit de nous dire : dans notre société développée, combien de moyens est-on prêt à mettre en place pour pouvoir faire en sorte que chacun puisse vivre avec une retraite digne, pour pouvoir accompagner chaque Français jusqu'à la fin de sa vie par la prise en compte de la dépendance ? Où trouver ces ressources ? Comment les imaginer de manière juste ?

Voilà le sujet qui est devant nous, c'est un choix de société, et on va nous mettre sur la table des milliards qui nous manquent mis en place par des statisticiens alors qu'il s'agit ni plus ni moins de savoir comment on veut vivre demain, comment les jeunes et les aînés puissent connaître une véritable solidarité et comment notre société est faite pour les hommes et pour les femmes.

Voilà les sujets qui se posent, Nicolas Sarkozy ne veut rien entendre de cela. Nous voulons que tout soit discuté, à la fois la prise en compte de la pénibilité, la hausse des petites retraites, l'élargissement du financement, nous savons qu'il ne veut qu'augmenter les cotisations et augmenter la durée de cotisations. Nous, nous voulons un vrai débat de société, car la place des aînés dans une société comme la nôtre, regardons l'Afrique qu'il méprise tant, regardons d'autres sociétés pour nous dire que nous avons encore à faire beaucoup pour que ceux qui nous ont tant apporté puissent vivre en sérénité jusqu'à la fin de leur vie, c'est pourquoi nous battons, nous les socialistes.

Mes chers camarades, il n'y avait dans cette intervention du Président, je l'ai dit, rien de positif en matière sociale et même beaucoup d'inquiétudes à avoir. Mais Nicolas Sarkozy a annoncé lui-même autre chose, sans prendre de gants, il prépare un tour de vis autoritaire qu'il appelle sécuritaire, mais que j'appelle autoritaire. Parlant de la sécurité, il a dit, ce qui devrait nous rassurer, mais on a entendu tellement de discours, parlant de la sécurité : « Je vais m'en occuper moi-même. » Vous allez voir, dans les stades, dans les transports, dans les écoles, il va être partout et il ressort l'artillerie lourde : suppression des allocations familiales, mise à l'écart des perturbateurs dans les internats, tout y passe !

Comme d'habitude, un amalgame entre un policier malheureusement tué par un terroriste de l'ETA, entre les violences scolaires, entre les violences dans les stades, entre les violences dans les quartiers comme si tout cela relevait du même phénomène.

Alors, chacun l'aura compris dans ce discours : maxi sanctions pour les Français qui n'en peuvent plus, mais toujours une ouverture très grande pour ceux qui vont bien. On ne revient pas sur le bouclier fiscal, on amnistie ceux des hauts

revenus qui pratiquent la fraude fiscale en Suisse s'ils sont prêts à revenir chez nous. Après on s'étonne que beaucoup de gens votent pour le Front national en considérant qu'il y en a toujours plus pour les puissants et rien pour ceux qui vont mal. Là aussi, il aurait pu y réfléchir avant de parler.

Et pour être sûr que le message a bien été reçu, le message de : « Je m'adresse à la droite, et seulement à la droite », il nous a annoncé la loi sur la burqa. Pourquoi pas cette loi ? Mais sous certaines conditions, nous en avons parlé entre nous, mais ne fallait-il pas mieux, dans cette période de crise, tout simplement faire voter les propositions de loi de nos députés et sénateurs ? Pour ne parler que des dernières, des lois pour taxer les bonus et les stock-options, pour mieux indemniser les chômeurs, pour soutenir la consommation alors même, vous l'avez vu, que la croissance vient encore d'être réduite à la baisse de moitié pour le dernier trimestre.

Décidément, tout est fait pour envoyer des signes à l'UMP et à l'extrême droite. Mais nous, sur ce terrain-là nous ne voulons pas laisser faire la droite. Nous voulons qu'il y ait un vrai bilan de la politique de sécurité et d'insécurité : suppression de postes de policiers et de gendarmes, caméras hissées aux murs plutôt qu'effectifs sur le terrain, police de proximité abandonnée, crise de confiance entre une partie des citoyens et les forces de l'ordre alors que la police de proximité avait recréé, cher Daniel Vaillant, ce lien indispensable entre notre population et la police.

Huit ans de sarkozysme, il faudra le dire, c'est huit ans de l'échec sur ce terrain de l'autorité et de la sûreté publique qui sont des valeurs républicaines auxquelles, nous la gauche, nous sommes pleinement attachés.

Alors, loin des coups de mentons, des effets de manche, des 21 lois qui ont été votées, nous redisons notre philosophie : prévention, investigation, sanctions justes et proportionnées, réinsertion. Voilà ce sur quoi nous travaillons d'ailleurs dans nos villes, là où nous sommes en situation, et voilà où nous avons des résultats, modestes quand on nous supprime des policiers et la police de proximité.

Et face à ce repli autoritaire, et même je peux dire arbitraire, Nicolas Sarkozy a ajouté mercredi dernier un inquiétant repli national : lui qui pendant la présidence française de l'Union européenne se déclarait un Européen convaincu, il fait maintenant de l'Europe son nouveau bouc émissaire.

Il faut dire, vous le savez, que Nicolas Sarkozy n'a jamais tort. Ou on l'a mal compris, où c'est la faute des autres, souvent d'ailleurs de la gauche, mais lui n'a jamais tort.

Aujourd'hui, c'est la faute à l'Europe s'il a abandonné la taxe carbone. Je passe sur les cafouillis des dernières heures où il a expliqué qu'en juin il y aurait un texte qui serait présenté à la Commission européenne, ce qui s'est avéré faux, mais nous pouvons lui dire très simplement que la Suède, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, ont déjà leur taxe verte, elle est juste, elle n'est pas celle qu'il avait voulu mettre en place dans notre pays, et que leur compétitivité n'est pas aujourd'hui engagée.

De la même manière, il a osé dire que l'Europe était la responsable des difficultés de notre agriculture, lui qui a accepté, en tant que Président de l'Europe, en fin d'année dernière, de supprimer les quotas qui étaient une des politiques de régulation les plus fortes de notre agriculture.

Et maintenant, il nous dit sur la PAC : « Je suis prêt à la crise ». Le problème n'est pas d'être prêt à la crise avec le reste de l'Europe, le problème est, quand on

est président de l'Europe, de défendre une politique agricole commune qui serve plus l'agriculture de proximité, l'agriculture de sécurité, l'agriculture de qualité, celle que les agriculteurs français dans leur grande majorité veulent développer.

Enfin, je dirais que cette campagne a eu au moins un intérêt : il s'est rendu compte de l'angoisse et des difficultés des agriculteurs français. Nous, nous n'avions pas attendu cette campagne, j'espère au moins qu'il y aura des conséquences pour eux.

J'ajoute qu'être européen aujourd'hui aurait nécessité d'accompagner la Grèce en mettant en place un fonds et des prêts européens, et non pas des prêts bilatéraux et des prêts du FMI.

Vous savez, ce que demandait notre camarade Papandréou, qui a pris la situation en Grèce telle qu'on la connaît, ce n'est pas une aumône, c'est simplement qu'on puisse lui permettre d'avoir des prêts à des taux acceptables, ce que les autres pays européens peuvent avoir sur le marché. Parce que ceux qui ont aidé ses prédécesseurs à masquer leur déficit sont ceux qui aujourd'hui spéculent contre la Grèce, et qui entraînent une augmentation des taux d'intérêt qui sont apportés à ce pays.

Voilà ce qu'il demandait. Nous savons très bien qu'il y avait une possibilité grâce au nouvel article 122-2 de la Constitution européenne, d'apporter, dans des situations exceptionnelles, des prêts européens. Voilà ce qu'aurait été une Europe solidaire, une Europe qui avance. Et moi, je voudrais dire très simplement, avec gravité, que ce qui s'est passé ces derniers jours est extrêmement inquiétant pour l'avenir de l'Europe, car la spéculation en Grèce aujourd'hui, elle commence déjà en Espagne et en Italie, et elle pourrait s'accompagner vers d'autres pays européens. C'est aussi cela.

Que l'Allemagne et la France, qui ont porté la construction européenne, n'aient pas compris cet enjeu, est en effet totalement inquiétant. Il fallait aider la Grèce, pas seulement parce que la Grèce est la terre où notre civilisation, où l'humanisme européen est né, mais aussi parce que, derrière les attaques contre la Grèce, c'est une attaque contre l'euro, c'est une attaque contre l'Europe ; l'Europe, ce seul terrain qui peut réguler beaucoup plus qu'il ne le fait aujourd'hui, et qui ne laisserait pas, si on nous entendait, toute la voie au marché. C'est le continent de la régulation par excellence, c'est le continent de l'économie sociale et écologique. Voilà aussi ce dont ne veulent pas les spéculateurs.

Alors nous, nous disons : oui, l'Europe doit changer, elle doit être plus sociale, plus harmonisée, plus durable, mais nous savons que sans l'Europe, nous n'arriverons pas à construire cette société.

Et puis, je le dis, il y a une autre vérité, vitale pour nos économies et pour nos sociétés. L'Europe est la chance des nations qui la composent. Et si leurs dirigeants, comme c'est le cas aujourd'hui, se replient dans des égoïsmes nationaux ou face à des intérêts électoraux, je le dis l'heure est grave. Nous allons continuer à travailler avec le Parti socialiste européen, pour qu'on n'aille pas dans cette direction là. L'Europe va bientôt sortir des radars de l'histoire si elle continue à fonctionner comme cela.

La Chine ne va pas nous attendre, les États-Unis, qui bougent aujourd'hui grâce à Obama, ne vont pas nous attendre, et l'Europe n'existera plus comme tout simplement ce continent qui croit au volontarisme des hommes et des femmes, et

qui croit qu'une société est faite pour les hommes et les femmes qui la composent. Voilà ce que nous perdons quand il n'y a pas de volontarisme en Europe.

Mes chers camarades, je m'en arrêterai là.

Il y a une chose dont le Président n'a pas parlé mercredi, et pourtant, je pense qu'il y pensait beaucoup, parce qu'il y tient, ce sont ses lois territoriales. Pour lui, les collectivités territoriales ont un grand défaut : elles sont généralement tenues par des hommes et des femmes de gauche, et les Français y adhèrent. Ça, ça ne va pas du tout, il va falloir changer tout ça.

Nous le savons tous, ces lois, si elles passaient, seraient une extraordinaire régression dans notre pays. Je ne vais pas rentrer dans les détails de cette grande question, nous allons en parler pendant toute cette matinée, des élus vont intervenir, Élisabeth Guigou, et puis Laurent Fabius concluront cette journée de travail et de défense.

Je voudrais simplement dire aux Français que nous ne défendons pas des postes et des mandats, nous défendons la démocratie locale, c'est-à-dire l'avenir de nos territoires et des services publics de proximité à leur service, si je puis m'exprimer ainsi.

Donc sans entrer dans les détails de cette question, rappeler simplement les trois grands enjeux. Le premier, c'est un enjeu de démocratie. La démocratie, c'est d'abord un mode de scrutin qui soit fidèle et transparent, fidèle à ce que veulent les électeurs. Là, on nous propose un scrutin inédit en France : un seul tour, avec une dose de proportionnelles.

Personne n'est dupe de la manœuvre, l'UMP veut récupérer bureaucratiquement ce qu'elle a perdu démocratiquement. Et puis écoutez : si on avait appliqué ce mode de scrutin le 14 mars, c'est-à-dire le premier arrivé gagne, la droite serait à la tête de 8 régions métropolitaines sur 22, au lieu d'une. L'Île-de-France, qui a voté à 57 % pour Jean-Paul Huchon, l'Auvergne, pour 60 % pour René Souchon, elle serait UMP aujourd'hui, tout comme d'ailleurs Rhône-Alpes, PACA, le Centre, la Champagne-Ardenne et la Franche-Comté.

Alors où est la démocratie dans cette réforme ? C'est un véritable rapt démocratique. Et j'utiliserai un mot particulièrement bien choisi pour parler de ce mode d'élection, il est d'une brutalité sauvage. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Nicolas Sarkozy qui le disait au Sénat le 9 avril, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur et qu'il parlait de ce scrutin uninominal à un tour : « Il est d'une brutalité sauvage ». Oui, Monsieur le Président, là encore, vous l'avez bien dit.

Nous continuerons à défendre la proportionnelle, seule à même d'être juste et de prendre en compte les diverses sensibilités politiques dans notre pays.

Et puis, Élisabeth y reviendra tout à l'heure, ce mode de scrutin met à bas la parité, elle a lancé une grande pétition, que je vous engage tous non seulement à signer, mais à faire signer, pour défendre effectivement la parité.

La démocratie locale passe aussi par l'autonomie fiscale. Je n'en parle pas, mais des collectivités locales qui n'ont plus des taxes qui leur sont apportées, qui leur sont dédiées à une ou à plusieurs et qui ne peuvent plus agir sur les taux, dans aucun pays européen cela s'appelle encore une collectivité locale, nous sommes à ce moment-là dans une déconcentration, nous ne sommes plus dans la véritable décentralisation.

Je voudrais dire aussi que jamais le pouvoir ne s'est posé la seule vraie question qu'il devait se poser : quelle bonne organisation territoriale pour notre pays ?

Et s'il se l'était posée, il aurait compris qu'il fallait renforcer les régions, qui aujourd'hui portent la vision, portent l'avenir, aussi bien par la recherche, l'innovation, l'avenir économique, le développement durable, la formation des hommes et des femmes, et l'aménagement de nos territoires. Il aurait compris qu'il fallait conforter les régions, comme les métropoles. Nous prenons exactement le sens inverse.

De la même manière, s'il avait pensé à la bonne organisation territoriale de notre pays pour les Français, il aurait voulu maintenir les départements et les communes qui sont les actions de proximité, les actions de solidarité, car chacun le sait, quand on ne sait plus où se tourner, on va à la mairie, on va au Conseil général. Parlons donc comme vous l'avez fait, comme l'ont fait les conseillers généraux, fortement, et je les en remercie, parlons aux Français des écoles, des transports en commun, des centres sociaux, des maisons de retraite, des collèges, des lycées, montrons-leur pourquoi nous avons besoin de départements et de régions forts, élues démocratiquement et avec des moyens financiers.

Une réforme n'est bonne que si elle a un sens. Nous voyons bien que celle-ci n'en a pas, si ce n'est changer un mode de scrutin. Le gouvernement veut recentraliser, accroît l'injustice sociale et fait une importante opération de manipulation électorale. Nous, nous demandons un troisième acte de décentralisation, ils en tournent le dos. Là aussi comme sur la sécurité, ne nous laissons pas traiter d'immobilisme, nous avons fait des propositions, nous continuerons à les défendre pour une France qui soit plus efficace demain pour nos concitoyens, et cela passe par une grande réorganisation territoriale et un troisième acte de la décentralisation.

Voilà, mes chers camarades, simplement ce que je voulais vous dire.

Je crois qu'avec la mobilisation d'aujourd'hui, il en va de l'avenir de notre pays.

Il nous faut des collectivités locales renforcées, chacune dans leurs missions, travaillant en coopération, correctement financée, élues démocratiquement.

L'échelon local, ne l'oublions jamais, et on le voit aujourd'hui, c'est un espace d'innovation, de protection, de proximité, de cohésion.

Je crois même que notre mémoire et notre avenir s'unissent là, à ces endroits, pour les Français si attachés à leur région, à leur territoire, mais aussi à la France et à son identité. Je suis convaincue qu'une bonne partie des chances de notre pays, de notre nation, mais aussi de l'Europe, se trouve dans ces collectivités territoriales. Alors, allons-y, battons-nous, nous ne laisserons pas faire cette réforme, c'est pourquoi vous êtes là aujourd'hui, et je vous en remercie.